



LE 17 DECEMBRE TOUTES ET TOUS DANS LA RUE

Tout comme dans le Sanitaire, les politiques sociales
et médico-sociales sont attaquées de toutes parts,
LA CONVERGENCE EST PLUS JAMAIS NECESSAIRE !

En France, les structures sociales et sanitaires sont de plus en plus gérées comme des entreprises. Une course à la rentabilité complètement contraire avec le travail d'accompagnement, des choix politiques agressifs et des baisses de subventions fragilisent les personnes les plus démunies.

Sud sante sociaux appelle tou-te-s les salarié-e-s à se mobiliser contre le démantèlement du système de santé, de retraite et de protection sociale !

Les attaques sur le médico-social et le social prennent un aspect particulier dans nos secteurs :

Aide Sociale à l'Enfance : les enfants encourant de graves dangers ne peuvent plus être mis à l'abri par manque de places ; les travailleurs-euses sociaux sont débordé-e-s et partent en burn-out ; de moins en moins d'aides financières permettent soutenir les familles ; les familles sans papiers et les Mineurs Non Accompagnés n'accèdent plus aux Droits de base (logement, nourriture, sécurité)...

Insertion : politiques « anti-migrants » telles que la circulaire Collomb qui met en péril le secret professionnel et l'accès à un toit pour les sans-papiers ; Loi Asile et Immigration qui dégrade grandement les conditions de survie des personnes et l'accès à une régularisation ; baisse des budgets en structures d'insertion et accueils d'urgence qui entraîne des conditions d'accueil dégradées ; moins d'accompagnement et des logiques de « rationalisation des coûts » de la part des responsables.

Médico-Social : généralisation du logiciel Séraphin pour quantifier tous les actes du travail social, afin de mettre en place une future « tarification à l'acte » (comme à l'hôpital) qui va éloigner les structures d'une logique de Services Publics et ne sécurisera plus les subventions ; suppression de structures sous de faux prétextes d'inclusion et sans les moyens nécessaires...

Etudiant-es : sélection par Parcoursup ; difficultés à trouver des stages car les associations ne peuvent plus payer les gratifications ; de plus en plus de cours magistraux et moins en petits groupes ; réforme des

diplômes du niveau bac + 2 au niveau bac +3 engendrant des concurrences de diplômés...

Animation : précarité extrême avec des contrats de 19h en CDI et rémunérées 510€ net par mois ...

En plus de tout cela, tous ces champs du social et du médico-social sont traversés par les logiques de management, les appels à projets à moindre coûts qui mettent en concurrence les associations, les attaques des conventions collectives renforcées depuis la loi Travail, les difficultés au sein des hôpitaux, de la psychiatrie, de l'Éducation Nationale qui retombent sur les structures (le ruissellement, le vrai !)...

SUD santé sociaux exige :

- **Le retrait du projet de loi sur la retraite à points,**
- **L'amélioration du système de retraite actuel par :**
 - **Le rattrapage immédiat des retraites des femmes pour en finir avec les 42% d'écart de pension avec celle des hommes.**
 - **La reconnaissance de la pénibilité de nos métiers avec un départ anticipé à la retraite dans le public comme dans le privé.**
- **L'alignement de nos acquis par le haut, pour des conditions d'existence et de vie dignes.**
- **400 euros d'augmentation de salaire pour tous et toutes sans condition**
- **Un plan d'embauche massive à l'hôpital, dans les EHPAD et dans toutes les structures sociales et médico-sociales financées par la sécurité sociale.**
- **Un taux de l'ONDAM à 5 %**
- **La reprise totale de la dette des hôpitaux.**